



## DÉCLARATION LIMINAIRE DES FSU 06 ET 83 AU CHSCT A DU 27 JUIN 2022

Pap Ndiaye vient d'être nommé Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse. Sa nomination est un symbole de rupture avec Jean-Michel Blanquer à plus d'un titre. Mais l'Éducation nationale ne se gouverne pas uniquement à coup de symboles. Pap Ndiaye arrive dans un contexte historiquement grave pour le service public d'Éducation : en raison notamment des politiques menées par son prédécesseur, l'éducation nationale est au bord de l'effondrement comme le montrent, par exemple, les chiffres des concours de recrutement et les initiatives affligeantes de certains rectorats.

Pendant sa campagne, Emmanuel Macron a évoqué de nombreux projets de réformes : pacte pour les enseignants, redéfinition du statut, généralisation de l'expérience « marseillaise », avec des propos souvent méprisants ou déconnectés de la réalité. Ces projets ne répondent en rien à l'urgence du moment qui est salariale : après des années de déclasserement salarial, les personnels doivent être revalorisés sans contreparties.

La crise du recrutement que tout le monde peut observer, mais aussi la hausse des démissions et des demandes de ruptures conventionnelles sont les conséquences et les révélateurs des politiques qui ont largement déprécié les métiers de l'Éducation nationale et qui ont mis en lumière le manque d'attractivité, les tensions et la dégradation profonde des conditions de travail. Les déficits en personnels vont se généraliser dans tous les départements et les académies à la rentrée prochaine, dégradant encore davantage l'existant. Quelles réponses le ministère va-t-il apporter pour anticiper ces situations de crise ? Les déclarations récentes du Président de la République sur une soi-disant école du futur ne vont certainement pas dans le bon sens. Instaurer un salaire prétendument au "mérite" et mettre en concurrence les personnels comme les écoles augmenteraient le caractère inégalitaire du système scolaire et conduiraient également à une détérioration encore plus forte des conditions d'exercice du métier.

Sans faire un bilan exhaustif des effets sur la santé des personnels des réformes, des modes de management, du manque de personnel et de l'état du dialogue social, la FSU souhaite dans cette déclaration liminaire attirer l'attention et alerter sur de nombreux points. Il est urgent que le MEN prenne en considération les observations reportées dans les RSST et les DGI, ainsi que dans les différents rapports qui font tous mention des difficultés liées au climat de travail, à la relation au travail, aux violences, à l'usure et à l'épuisement professionnel. Toutes ces observations sont des signaux d'alerte qui devraient être étudiés et servir de base pour définir et mener une politique de prévention primaire. Concernant la mise en œuvre de l'École inclusive ainsi que l'accueil et la prise en charge d'élèves au comportement hautement perturbateur, l'état des lieux de la souffrance des personnels et les carences institutionnelles sont alarmants et largement documentés par les observations dans les RSST, en constante augmentation. À ce propos, la FSU réitère sa demande de RSST numérique, ce qui permettrait une

lecture et un traitement des fiches RSST plus aisés et plus rapides. Il est inadmissible de faire reposer l'inclusion uniquement sur les épaules et la bonne conscience professionnelle des enseignant.e.s et des AESH. L'accueil des élèves ukrainiens, qui va se pérenniser à la rentrée, est un paramètre supplémentaire à prendre en compte. Quels sont les moyens prévus pour y faire face dans de bonnes conditions, pour les élèves comme pour le personnel ?

L'Éducation nationale a besoin d'enseignant.e.s surnuméraires, d'enseignant.e.s spécialisé.e.s, de réseaux d'aides au complet, d'infirmier.ères, d'une médecine de prévention, de vies scolaires renforcées pour disposer de véritables équipes pluriprofessionnelles afin de prendre en charge tous les élèves mais aussi d'améliorer les conditions de travail des personnels. Les AESH doivent bénéficier au plus vite d'un statut de la Fonction publique et d'un salaire digne de leurs missions. La crise sanitaire, depuis deux années maintenant, a modifié le travail des personnels et a alourdi leur charge de travail, accentuant cet épuisement général. La FSU demande quel processus le rectorat va mettre en place pour le retour des personnels en ASA covid.

Concernant le nouveau bac Blanquer, les demi-journées banalisées pour la correction des épreuves de spécialité en Terminale dont le principe était revendiqué par la FSU depuis le 13 janvier, étaient indispensables. Mais l'actuelle désorganisation des examens fait peser sur les enseignants, particulièrement sur ceux de Lettres, une charge de travail inacceptable quand en plus se cumulent les corrections de BTS. En LP, la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel a généré une forte augmentation de candidates en apprentissage dans les CFA que les PLP doivent certifier, empêchant les enseignants d'assurer les cours dus aux élèves sous statut scolaire. L'oral du chef d'œuvre, que le ministère refuse de rémunérer, est très chronophage. Il n'est plus possible d'ignorer l'exposition aux risques psycho-sociaux des personnels face au stress et à l'épuisement induit par la charge de travail, en cette fin d'année scolaire. Il est urgent aussi de prévoir l'adaptation des bâtiments au changement climatique, les canicules de plus en plus fréquentes ne permettent pas de travailler dans des conditions acceptables et contribuent à la démobilitation des élèves en fin d'année. Au collège Reynier de Six Fours, une enseignante d'éducation musicale a fait un malaise, sa salle trop « hermétique » étant devenue une étuve.

Pour finir, un autre élément d'inquiétude avec la loi de la transformation de la Fonction publique qui va entraîner la disparition des CHSCT en tant que tel et leur remplacement par une formation spécialisée du nouveau Comité Social : cela risque d'entraîner une marginalisation des questions de santé au travail, comme c'est le cas dans le privé. La FSU s'inquiète du manque de dynamique du ministère et dans de nombreuses académies sur la déclinaison du plan national pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons que l'académie de Nice mette en place les conditions nécessaires et suffisantes pour que la référente puisse accomplir sereinement ses missions.

La FSU sera là pour faire entendre la voix de celles et ceux qui font l'école au quotidien, pour porter un projet ambitieux, pour une école égalitaire et émancipatrice, respectueuse des conditions de travail des agents.